

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

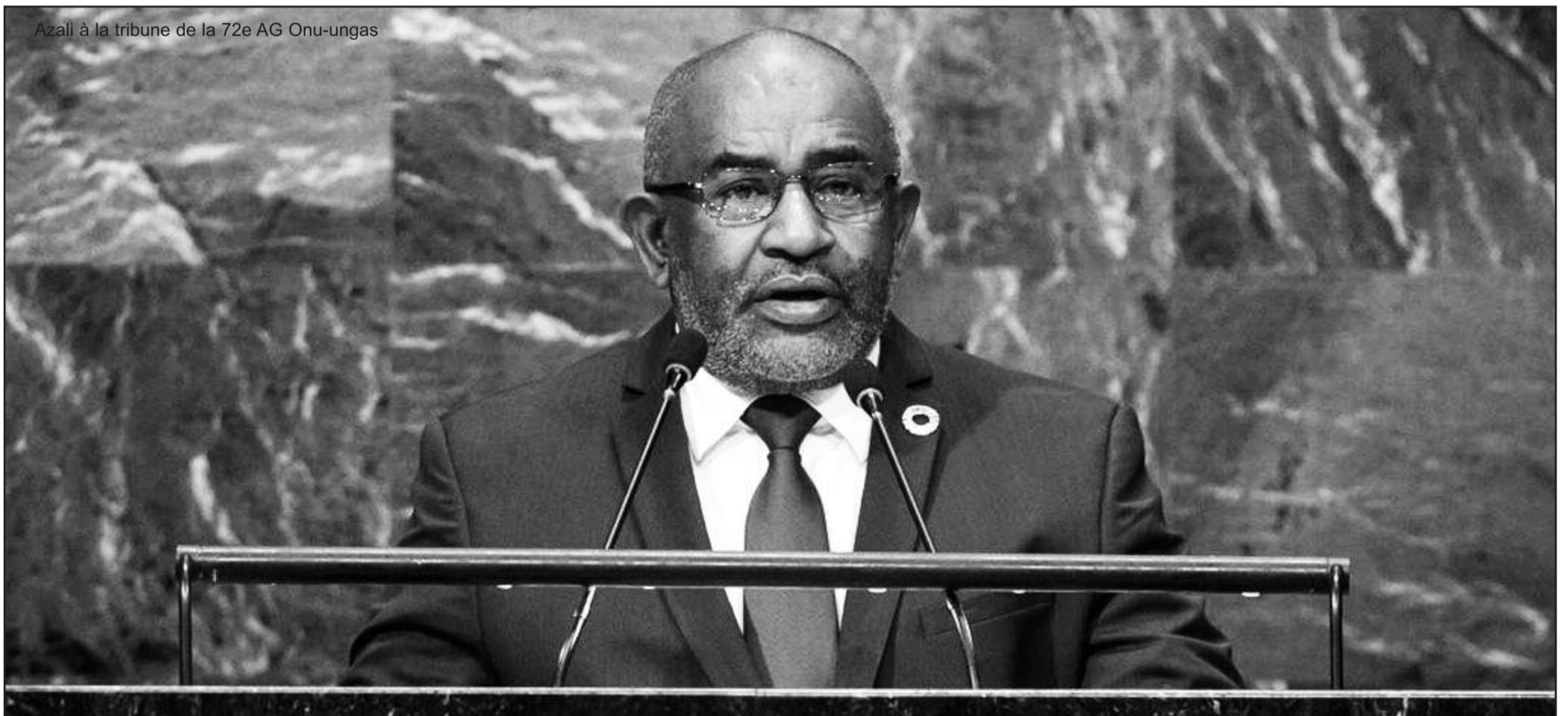
**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

18<sup>ème</sup> année - N° 3007 - Lundi 25 Septembre 2017 - Prix : 200 Fc

72<sup>ÈME</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

## Azali : le comorien n'est pas immigré à Mayotte

Azali à la tribune de la 72e AG Onu-ungas



*Sur la question de Mayotte le président de la République Azali Assoumani refuse que le comorien soit assimilé à un clandestin dans son territoire. Il regrette le statut-quo dans ce litige vieux de 42 ans qui empoisonne les relations entre les Comores et la France.*

LIRE SUITE PAGE 3

RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2017/2018

### Pour le président de l'université le calendrier reste inchangé

*Pour l'administration centrale de l'université des Comores, la date de la rentrée universitaire 2017-2018 reste inchangée. Elle est fixée d'avoir lieu bel et bien ce lundi 25 septembre. L'annonce est faite jeudi dernier par le président de l'Université Dr Saïd Abdallah Bourhane, au cours d'un point de presse tenu avec le secrétaire général.*

LIRE SUITE PAGE 3

### Prières aux heures officielles Du 21 au 25 Septembre 2017

Lever du soleil:

05h 53mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 43mn

Dhouhr : 12h 04mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



## INTERVIEW.

# Moustoidrane Abdou : « Nous allons totalement déraciner le chiisme »

*A Anjouan où avec des membres du gouvernement il menait campagne pour les Assises nationales, le vice-président en charge de l'aménagement du territoire et assurant l'intérim du chef de l'Etat, a accepté de répondre aux questions de La Gazette des Comores / HZK-Presses sur les Assises nationales et la consultation insulaire que veut organiser le gouverneur d'Anjouan. Les questions culturelles qui, il faut le dire, intéressent beaucoup le régime actuel font partie des sujets abordés au cours de cet entretien.*

**Question :** Vous battez campagne à Anjouan dans le cadre des Assises nationales pour le bilan des 42 ans d'indépendance. Pourquoi essentiellement ici et quelle appréciation faites-vous depuis maintenant des mois que vous avez lancé la machine ?

**Moustoidrane Abdou :** Je dirais que précisément à Anjouan parce que moi je suis le vice-président anjouanais. Alors si j'ai des sensibilisations à faire je dois les faire d'abord chez nous avant de les faire dans d'autres îles. Il y a des vice-présidents à la Grande-Comore et à Mohéli. Donc c'est à eux de voir quand est-ce qu'ils vont commencer. Moi j'ai pensé que le plutôt serait le mieux.

C'est ce que je fais car je me sens beaucoup plus concerné par ces Assises. Anjouan est une île qui a connu le séparatisme, c'était aussi le président Sambi qui a changé la Constitution et beaucoup de choses qui ont mis à mal l'unité nationale à tel point qu'il y a beaucoup de gens qui croyaient qu'Anjouan était un Etat à part. Alors là on s'est dit qu'on doit tout faire pour que les anjouanais sachent que l'île d'Anjouan fait partie intégrante de l'Etat comorien, et qu'elle ne peut pas faire cavalier seul. Depuis que nous avons lancé la campagne, je trouve que beaucoup de gens commencent à comprendre car c'est maintenant qu'ils arrivent à entendre beaucoup de vérité. Une chose à la quelle la population anjouanaise n'était pas habituée, hélas.

**Question :** Vous êtes pour des Assises nationales. Pourquoi vous opposez-vous à des consultations insulaires, plus particulièrement à Anjouan ?

**M.A :** Parce que les autorités anjouanaises et leur parti Juwa n'ont d'autre motivation que de se séparer des autres îles parce qu'ils ont la soif du pouvoir. J'insiste à dire que les autorités anjouanaises actuelles, quand elles ne sont pas au pouvoir elles raisonnent national. Mais dès qu'elles sont au pouvoir, elles raisonnent insulaire pour leurs propres intérêts, et manipulent les anjouanais en leur mentant qu'ils

les défendent comme si les intérêts des anjouanais ne sont pas des intérêts comoriens. Et un comportement pareil, ne peut pas être toléré. Il faut que les anjouanais comprennent que nous cherchons à conserver l'unité et non se disloquer. Et c'est justement le tremplin de ces Assises : le développement du pays dans l'unité. Les Assises sont nationales. Pas d'Assises insulaires. Et là c'est clair.

**Question :** Le gouverneur de Ngazidja est en train de consulter les Wangazidja...

**M.A :** Ce que nous voulons, ce n'est pas ce qu'une île souhaite pour soi. Plutôt ce qu'elle souhaiterait pour les Comores. Des idées pour la nation et non insulaires. Il faut converger dans l'unité. On ne peut pas accepter le retranchement insulaire. Salami et son mentor Sambi eux, ils prônent des idéologies séparatistes. Ils sont là pour créer des perturbations. Ils veulent pousser les Anjouanais dans la rue. Provoquer des bains de sang dans le pays. Et ça, jamais on ne peut tolérer. Jamais ! Qu'ils prennent garde sur ce chemin. Qu'ils sachent que personne n'a oublié qu'ils n'ont rien fait d'autre que débarquer à Anjouan pour verser du sang.

**Question :** Les Assises sont dites inclusives. Pourquoi menacer d'expulser ceux qui seraient contre ? Le débat contradictoire vous ferait-il peur ?

**M.A :** Nous ne menaçons pas ceux qui mènent des débats contradictoires. Non ! Nous disons que ceux qui ne veulent pas les Assises, c'est-à-dire ceux qui veulent ramener les gens dans la rue pour troubler l'ordre public en brûlant des voitures..., nous ne serons pas d'accord avec eux. Tous ceux qui veulent prendre part pour la construction des Comores, sont les bienvenus.

**Question :** A vous entendre, vous, gouvernement, récupérez ces Assises alors qu'elles sont dites « nationales » par la société civile qui les a initiées, le Mouvement du 11 août notamment...

**M.A :** Je suis d'accord que nous



Moustaidrane Abdou

ne sommes pas les initiateurs de ces Assises. Mais dans la mesure où nous avons accepté qu'elles soient organisées, nous avons le devoir de veiller à ce qu'elles se déroulent dans un climat apaisé pour ne pas que certaines personnes ne s'en servent pour porter atteinte à l'unité nationale.

**Question :** Devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, Son excellence Azali a dénoncé à juste titre les persécutions birmanes contre la minorité Rohingyas. Comment expliquer la démolition des mosquées à Anjouan et les propos hostiles que tiennent les autorités à l'encontre de la

minorité chiite aux Comores ?

**M.A :** Ca n'est pas la même chose. En Birmanie il y a des chrétiens et des musulmans, donc deux choses différentes. Par contre ici, il y en a qui veulent venir nous apprendre qu'ils sont des bons musulmans par rapport aux autres. Alors que nous, nous connaissons l'héritage que nous ont légué nos ancêtres. Nous tenons rigueur de ce qui se passe dans les pays arabes où il y a le chiisme.

Deux enfants qui ont grandi dans la même famille, l'un, une fois grandi, ne peut pas comprendre que le père dont il porte le nom n'est pas le sien propre. Donc nous non plus nous ne pouvons pas comprendre

que l'Islam que nous avons hérité n'est pas le bon. On ne peut pas comprendre qu'ils viennent nous raconter que l'Islam que nous pratiquons nous mènera en enfer. Quand est-ce qu'ils ont rencontré Dieu, ces gens-là ? Qu'ils nous le disent. Pourquoi ils veulent nous convertir au chiisme ? D'ailleurs, et je le dis haut et fort, nous allons totalement déraciner le chiisme sur l'ensemble du territoire.

**Question :** Un dernier mot, monsieur le vice-président ?

**M.A :** Nous avons engagé une sensibilisation pour que le peuple comorien comprenne l'utilité de l'unité. C'est ça ce que nous sommes venus prêcher. Je profite ici pour prendre l'exemple de la radio Ndzuani. Elle ne peut pas exclusivement diffuser les événements de Juwa. Il faut que les dirigeants de l'île comprennent que la radio n'appartient ni à l'île ni un parti politique. C'est une radio publique, donc de l'Etat.

Que tout le monde puisse s'exprimer au nom de la diversité d'opinion. Sinon nous serons obligés de prendre des mesures draconiennes.

*Propos recueillis par*  
**Toufé Maecha**

*(Ndlr : L'entretien s'est déroulé l'après-midi du vendredi 23 septembre à l'hôtel Al-amal, Anjouan)*

## POLICE NATIONALE

## Opération coup de poing dans le milieu de la contrebande

**La police nationale vient de mener une opération coup de poing dans la capitale dans les milieux de la contrebande. Le directeur de la police confirme ce samedi lors d'un point de presse le démantèlement d'un réseau de produits illicites.**

**D**ans un point de presse, Abdelkader Mahmoud directeur général de la police affirme la mise au pas d'un réseau de vente de produits illicites et l'interpellation des auteurs, après deux jours de ratissage. « Je voudrai vous informer qu'il y a deux jours on a démantelé un réseau de vente de produits illicites, des faux médicaments qui sont au nombre de 70. Donc là je

vous laisse imaginer un peu ce que cela aurait engendré sur la santé publique. C'est un grand danger », a-t-il fait savoir.

Et de continuer : « la vente des faux médicaments est un problème de santé publique qui doit nous interpellé tous ». D'après-lui, ces opérations entrent dans le cadre des opérations mixtes entre la gendarmerie, la police et la douane. Ce patron de la police nationale qui a fait ses preuves au sein du Système des Nations-Unies qualifie cette contrebande de « fléau » qui peut engendrer des conséquences sanitaires pour la population, s'il n'est pas maîtrisé.

« Pour moi il faut qu'il y ait une responsabilisation au niveau de la sensibilisation, mais il faudrait qu'il y ait la répression sociale. On est sous les ordres du parquet. On a

démantelé ce réseau. On a interpellé les auteurs. Maintenant l'affaire est aux mains de la justice », a-t-il fait savoir.

Et de conclure : « nous allons continuer ces opérations de coup de poing parce qu'il y a des médicaments contrefaits alors qu'on sait que la vente de médicament est un domaine spécial encadré par la législation ». Il faut noter que les pharmacies sauvages commencent à devenir un phénomène dans le pays. Bien que le secteur pharmaceutique soit bien encadré par des textes, cela n'échappe pas au désordre instauré en règle dans presque l'ensemble du système de santé du pays où n'ouvre pas une clinique ou une pharmacie qui veut.

**Maoulida Mbaé**

## 72ÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

**Azali : le comorien n'est pas immigré à Mayotte**

**A** la tribune des Nations-Unies où il a pris part à la 72ème session de l'assemblée générale de l'Onu, le président s'est montré offensif sur le dossier de l'île comorienne de Mayotte sous domination française. Azali Assoumani revient à la recharge refusant que l'administration française assimile les comoriens à des clandestins sur leur propre territoire. « L'Union des Comores refuse (...) que le terme d'immigrés soit appliqué aux Comoriens qui se rendent sur l'île de Mayotte, partie intégrante de son territoire restée malheureusement sous administration française », a-t-il assuré dans un ton assumé.

Et de continuer : « les milliers de mes compatriotes qui meurent chaque année, dans leur tentative de se rendre à Mayotte, cette partie de leur territoire ne relève pas d'une question d'immigration ». Le président de la République regrette le statut-quo sur

un contentieux vieux de plusieurs décennies et qui semble sans issue malgré les multiples condamnations de la même assemblée générale.

« La question de l'île comorienne de Mayotte est relative à l'intégrité territoriale et, 42 ans après l'accession de mon pays à la souveraineté internationale et, en l'absence d'une solution depuis 1975, elle continue non seulement à fragiliser la stabilité politique mais aussi à entraver son développement socio-économique », a-t-il fait savoir. Très prudent malgré le ton choisi dans cette partie de son discours aux différents axes, M. Azali ne semble toutefois prêt à fermer la porte à des discussions avec la France, se réjouissant, dit-il de la poursuite du dialogue dans la recherche d'une solution juste et équitable.

« Je prie Allah Tout Puissant pour qu'Il nous garde en vie, pour que l'année prochaine à cette même tribune, je vous fasse part des résultats positifs et consensuels de ce dialo-

gue », fait-il observer. Avant d'ajouter : « La France est membre permanent du Conseil de sécurité. Son histoire la relie à la liberté, à la démocratie, à la justice, au respect du droit international et à la promotion de la paix. Elle n'a pas vocation à diviser et à séparer un peuple. Son intérêt comme le nôtre se trouve dans un monde de stabilité et une région de l'Océan Indien, paisible, prospère et tournée vers un meilleur avenir ».

**L'émergence, argument de vente**

Devant ses pairs, le président de la République a profité de l'occasion pour faire la promotion de son ambition de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030. « Un grand optimisme nous anime et nous fait espérer que les indicateurs témoigneront de notre avancée vers cet objectif ambitieux et exaltant », a-t-il soutenu, ajoutant que les grandes

orientations que son gouvernement s'est fixées, convergent vers la concrétisation de cet objectif qui seraient soutenues par une stratégie nationale de développement.

**Les assises nationales**

Décidant de plaire, le chef de l'État annonce l'amorce dans son pays des grands chantiers pour doter son État des moyens nécessaires. « Les grands chantiers en cours ou retenus pour démarrer dans un futur proche visent à doter le pays des moyens adéquats, en matière d'énergies, d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, la relance de l'économie, l'établissement d'un cadre permanent de concertation qui rapprochera le secteur privé du secteur public et qui offrira l'opportunité à la société civile et aux partis politiques de jouer pleinement leurs rôles », a-t-il développé.

Le président avait fait part au

mouvement de 11 août initiateur des assises nationales, de son intention de vouloir évoquer cette question à l'assemblée générale de l'Onu. Pour semble-t-il deux raisons évidentes. Prendre la communauté internationale à témoin de cette initiative comoro-comorienne et demander en même temps l'accompagnement de ce même communauté internationale.

**La Palestine que des paroles**

Il est d'usage que les chefs d'États des pays arabes ont un mot sur l'épineuse question de la Palestine. Le président comorien tout comme ses pairs du monde Arabe se contentera d'une simple condamnation de la colonisation « insupportable des territoires palestiniens, la fin de l'injustice et de la violence à l'encontre des populations palestiniennes et le règlement global de ce conflit ».

**Maoulida Mbaé**

## HACKATON

**24 heures chrono pour faire une application ou un site web sur le tourisme**

*L'Association des Consommateurs des TIC, l'Université des Comores, l'ambassade de France à Moroni et l'Alliance Française de Moroni ont lancé samedi dernier un Hackaton avec comme thématique la langue française. Du 24 au 25 septembre cinq équipes vont s'affronter au bout de 24h pour la meilleure application ou un site web sur le tourisme comorien.*

**L'** Association des Consommateurs des TIC, l'Université des Comores, l'ambassade de France à Moroni et l'Alliance Française de Moroni lancent un « Hackathon » sur l'apprentissage de la langue française. L'événement dure 24 heures non stop durant lesquelles



Participants au Hackaton sur la thématique de la langue française

plusieurs équipes vont s'affronter pour créer une application numérique ou bien un site web sur le tourisme. « Les applications numériques sont

aujourd'hui de plus en plus utilisées aux Comores comme partout dans le monde. Elles deviennent un véritable outil d'apprentissage. On a décidé de

faire concourir des jeunes pour les stimuler dans ce genre de compétition, mais aussi revisiter leurs compétences et connaissances », déclare Hamidou Mhoma, le président de l'ACTIC.

Cinq équipes sont au rendez-vous dans ce grand événement et vont travailler durant 24 heures Non Stop. « Nous avons des jeunes talentueux dans le domaine des TIC et c'est dans ce genre de compétition qu'on peut les voir et garder un espoir qu'ils peuvent y contribuer pour le développement économique de notre pays », poursuit-il, avant d'ajouter que « beaucoup de pays se développent grâce au développement des logiciels. Et je peux vous dire aujourd'hui que nous sommes capables de le faire ».

L'ambassade de France à Moroni a annoncé à son tour que l'équipe vainqueur bénéficiera d'un accompagnement financier de la part de l'ambassade à hauteur de 600 euros qui lui permettra de finaliser son innovation et de la partager. « Pour les autres équipes, il y aura aussi des experts qui viendront les accompagner pour finaliser leurs créations », avance Clément Bardoux, le chargé de mission enseignement supérieur au Service de Coopération et d'Action Culturelle à l'ambassade de France. Pour ne plus perdre le contact sur les nouvelles technologies, le président de l'ACTIC a parlé de la mise en place prochaine des matinées récréatives pour parler des Tics.

**Mohamed Youssouf**

## RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2017/2018

**Pour le président de l'université le calendrier reste inchangé**

**C**e lundi 25 septembre est, selon le calendrier du ministère de l'éducation nationale, la date fixée pour la rentrée scolaire universitaire. Sachant qu'au début de la semaine dernière, à la sortie d'une assemblée générale, le syndicat des professeurs avait réaffirmé leur opposition à cette date tant que leur revendication (protocole d'accord signé entre le gouvernement et le syndicat en février 2017) ne sera satisfaite.

En tout cas, pour l'administration centrale de l'UDC, la date du 25 septembre reste inchangée. « Pour nous, toutes les dispositions sont déjà prises

pour cette date », annonce Dr Said Aballah Bourhane, président de l'Université, au cours d'un point de presse qu'il a tenu jeudi dernier. « Les enseignants ont le droit de grever mais, nous aussi, nous sommes là pour que les textes soient bien appliqués », rappelle-t-il.

Ce qui est sûr, « nous allons prendre les mesures appropriées pour que la maison fonctionne », rassure, pour sa part, le secrétaire général de l'université qui, au passage, reconnaît quelques efforts des autorités. D'après lui, le gouvernement ne cesse d'accompagner l'université. « Depuis l'année dernière, plusieurs gestes significatifs ont été



Le président de l'Université avec son staff devant la presse

faits », affirme Dr Nassurdine Houmadi, qui cite entre autres le cas des retraites dont le montant de 347 millions a été réglé par le ministère des finances, la subvention de l'UDC qui est passée depuis juin dernier de 63 à

75 millions fc. Et d'ajouter l'octroi de deux bâtiments administratifs à Ngazidja et Anjouan.

Par rapport à la date des inscriptions, il n'y a aucune modification. Elles sont closes depuis le 12 septemb-

re dernier et le paiement des frais d'inscriptions est ouvert jusqu'au 30 octobre. « Au-delà de cette date, aucune dérogation ne sera pas acceptée », insiste Bourhane Said Abdallah. Et le secrétaire général de rejeter les spéculations qui circulent faisant état d'une augmentation des droits d'inscription. « Les droits n'ont subi aucun changement, après avoir été revus à la baisse à hauteur de 40%, un geste social que le président a voulu faire à l'endroit des parents d'élèves défavorisés. Le gouvernement n'a pas encore tout réglé mais, « nous sommes optimistes », a conclu le président.

**Ibnou M. Abdou**

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

## Impulser une dynamique de paix durable entre les communes

*La journée internationale de la paix a été célébrée aux Comores, à l'instar du reste du monde, jeudi dernier sous forme d'un séminaire sur la promotion de la paix et de la sécurité qui s'est déroulé au Conseil de l'île de Ngazidja. Plusieurs discours ont été prononcés à cette occasion, en présence des autorités politiques, militaires et religieuses.*

C'est en tenant compte du rapport de l'atelier intitulé « Réflexion sur le devenir de la paix et de la sécurité communale auprès du ministère de

l'intérieur, que les maires, les préfets et l'exécutif de l'île de Ngazidja ont été conviés à un séminaire technique tenu le jeudi 21 septembre, qui a coïncidé avec la journée mondiale de la paix. Les invités devaient étudier sérieusement la question de la sécurité dans leurs secteurs respectifs.

Ce séminaire organisé par l'Ong Salam est ouvert par une cérémonie marquant la célébration de cette journée. Pour le président du conseil de l'île, la paix est le seul combat qui vaille la peine d'agir. « Chacun de nous doit prendre ses responsabilités au plus haut niveau pour que notre pays ait une bonne image dans le monde entier », insiste Younoussa Said. Ce président appelle les préfetures, les mairies,

les clubs de football et les associations locales à oeuvrer sérieusement et sincèrement dans le but de promouvoir la paix et la sécurité intercommunales.

Pour le président de l'association Salam, l'Ong joue, un rôle primordial pour impulser une dynamique de paix durable entre les communes. Pour lui, la mise en

place de cette Ong de la coopération décentralisée vise à mettre fin aux conflits qui locaux cités dans ledit rapport. « Des codes de bonne conduite seront élaborés pour le renforcement de la paix et la lutte contre les conflits inter extracommunautaires », fait savoir Mohamed Soulaïmana. Ce président de l'association Salam annonce que son Ong

s'apprête d'ici la prochaine législative de 2020 à élaborer un projet de loi à soumettre aux élus de la nation. Un projet qui, d'après, va légiférer en matière pénale pour durcir les peines contre les auteurs des troubles dans les milieux sociaux et sportifs.

Ibnou M. Abdou

## PÊCHE :

## Des équipements de sécurité remis à des pêcheurs d'Anjouan

Sous la houlette de la vice-présidence en charge de la production, la direction générale de la pêche a procédé jeudi dernier à la remise de matériels de sécurité. Ce don entre dans le cadre du projet Swiofish d'après le directeur général de la pêche Chamouine Soidri.

La cérémonie de remise a eu lieu à l'école de pêche de Mirontsi en présence du vice-président en charge de l'énergie, le directeur de cabinet du chef de l'Etat et le

secrétaire général à la présidence de l'Union.

Parmi les matériels, des GPS, des gilets, des cires et des gants pour ne citer que ceux là. « Je vous demande de vous mobiliser pour soutenir les Assises nationales. Vous aurez l'occasion de faire des propositions pour le développement de votre secteur », a déclaré le vice-président Moustoidrane, remettant les matériels aux intéressés.

T.M



Remise de matériel de sécurité aux pêcheurs d'Anjouan



Participants à la célébration de la journée mondiale de la paix au Conseil de l'île de Ngazidja

## MARATHON DAY

## Pratiquer l'éducation sportive pour le bien être de l'organisme

*Comme les autres entreprises de Bolloré Transport et Logistics, Moroni Terminal a organisé jeudi dernier un Marathon Day. Et cette année, l'événement va soutenir l'UNICEF dans ses actions.*

Ils étaient nombreux jeudi dernier à se présenter au stade de Moroni pour la deuxième édition du Marathon Day. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général par intérim de Moroni Terminal, du Grand mufti et des cadres de l'entreprise. Depuis l'année dernière, Bolloré Transport et Logistics organise cet événement pour inciter ses employés à garder la forme mais aussi nouer un esprit de solidarité dans le travail.

« L'éducation est vraiment important pour le corps et l'esprit », déclare le Grand Mufti. Il appelle les employés de Moroni Terminal à faire le sport au quotidien. « L'éducation sportive peut générer de l'amour et de solidarité dans le travail », ajoute à son tour le directeur général par intérim de Moroni Terminal.

Comme dans la précédente,

la deuxième édition du Marathon Day s'engage à verser les fonds qui seront récoltés à une association caritative et cette année, le tour revient à l'UNICEF qui recevra les dons. Pour rappel, le Marathon Day est un événement important pour Bolloré Transport et Logistics. Il permet à chacun de montrer que la solidarité, la cohésion et le respect de l'autre font partie des valeurs qui habitent les humains.

MY



Le personnel de Moroni Terminal au Marathon Day 2017

## Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service  
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores  
Moroni Badjanani

Tél. : 773 91 21 BP 2216

E-mail: la\_gazette@comorestelecom.km

## FOOTBALL : CHAMPIONNAT DES COMORES, NGAZIDJA

**Bonbon Djema bat Enfants des Comores et renforce ses ambitions**

*Les résultats des confrontations des prétendants au titre de Ngazidja, dans le cadre du championnat D1 de la semaine, n'ont pas créé des ondes de surprise. Pour l'heure, aucune équipe ne peut prétendre à l'invincibilité. Les malheurs des uns faisant le bonheur des autres, dit-on, mathématiquement, les exploits enregistrés arrangent certaines équipes et attristent d'autres.*

**B**onbon Djema, vainqueur d'Enfants des Comores de Vouvouni (2-1) le mercredi dernier renforce ses ambitions pour le marathon vers le titre. Les auteurs de la gloire sont El-Mander Raidou (26<sup>e</sup>, 1-0) et Makupi, suite à un penalty (78<sup>e</sup>, 2-



Archive

1), après l'égalisation de l'adversaire (49<sup>e</sup>, 1-1) par Tchenko. Les frères rivaux de Mitsoudje (Elan club et Jacm) s'annoncent les premiers et redoutables poursuivants des

Moroniens (Bonbon Djema/Volcan). Les Nordistes (Apaches et Coin nord), un ambassadeur de Bambao (Enfants des Comores), un autre de Hambu (Alize fort de Salimani), enfin Fc Hantsindzi de Mboinku flottent dans la zone dangereuse, baptisée zone de relégation. Ces compétiteurs doivent fournir de gros efforts pour s'éloigner du danger. Pour l'heure Ngaya de Mde, Étoile du sud de Foubouni et Asceji d'Ipvembeni ont réussi à se mettre dans un l'abri de fortune, provisoirement.

**Observation.** Les équipes de

football de Moili, Ndzouani et Ngazidja, toutes les divisions confondues, frôlent la fin du championnat. C'est une zone très explosive. Les adversaires se bousculent pour des motifs diamétralement contradictoires : certains pour éviter la relégation, d'autres pour assurer le maintien, enfin une troisième catégorie, pour décrocher le titre régional. Les joueurs peuvent se maîtriser.

Mais, l'éruption vient des supporters, souvent imprévisibles, provocateurs et violents. La moindre étincelle déclenche la foudre. Les premières victimes sont à 95 % les officiels de la Ligue (arbitres et commissaires au match). Les récents et regrettables événements (Apaches # Étoile du sud) et (Angélus # Fc Mbeni) doivent interpellier les éléments de la force de

l'ordre. Même si Moili et Ndzouani osent prétendre être de bons élèves, la prudence est toujours de mise !

**Bm Gondet**

FOOTBALL : CÉLACANTHES, MATCHES AMICAUX ET INTERNATIONAUX

## « Un ministre ne planifie pas un match, il finance »

*Le duo technique et tenace national, Amir Abdou et Ben Amir, ont réussi à programmer deux matches amicaux, avant la fin de l'année 2017. Les Cœlacanthes devraient se confronter en Tunisie avec la Lybie (octobre) et en France avec Madagascar (novembre). Mais, il paraît qu'un problème de finance risque de «courcir-cuiter» ce projet prometteur. En conférence de presse à Ndzouani mercredi dernier, le ministre des sports a déclaré n'avoir reçu aucun dossier chiffré. Y a-t-il anguille sous roche ? Qui jongle qui ?*

tête des Cœlacanthes.

Un communiqué qui circule dans les réseaux sociaux est explicite : « Ces matches restent au conditionnel car le staff technique national attend une réponse des autorités et de la Fédération de Football des Comores (Ffc) afin de les valider. L'urgence se pose sur le match contre la Lybie (en Tunisie en octobre). Il ne reste qu'un jour [mercredi 20 septembre 2017 à minuit, ndlr] pour le déclarer à la Fifa et envoyer les convocations aux joueurs ».

### Qui jongle qui ?

En pleine conférence de presse à Mutsamudu ce même mercredi, Salim Mahamoud Hafî, ministre de la jeunesse et des sports, a déclaré ne pas être au courant de la situation. « *Aucun dossier chiffré n'a été déposé à notre ministère. D'ailleurs, un ministre ne programme pas un match, il finance. Je confirme que le gouvernement conduit par l'Imam Azali mettra tout en œuvre pour développer le sport en général, et soutenir les Cœlacanthes en particulier* », avait rappelé Hafî. Ce rêve de 2017 va-t-il se dissiper faute de communication cohérente ?

**Bm Gondet**

### Résultats D1, 17<sup>e</sup> Journée

- a/ Jacm # Coin nord : 2-2
- b/ Alizée fort # Volcan : 1-0
- c/ Asceji # Fc Hantsindzi ; 4-1
- d/ Bonbon Djema # Enfants des Comores : 2-1
- e/ Ngaya # Élan : 0-1
- f/ Apache # Étoile du sud : 1-1, suspendu pour bagarre.



unicef | for every child

LRFP- 2017-9134590

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

Lance un appel d'offres pour :

**L'OFFRE NE SERA CONSIDEREE QUE SI LE NUMERO DE L'APPEL D'OFFRE FIGURE SUR L'ENVELOPPE REPONSE.**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**  
État des lieux du niveau de service Eau, Assainissement et Hygiène dans les écoles primaires et collèges publics en Union des Comores

Date d'émission : Le 22/09/2017  
**Dans toute correspondance, rappeler la référence suivante :**  
**Appel d'offre Réf :**  
**LRFP-2017-9134590**  
**Au plus tard le 9 octobre 2017 à 12h00.**

Suite au lancement des Objectifs de Développement Durable (ODD), et notamment l'Objectif 6 (Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous), l'importance de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles est renforcée. De plus, les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les écoles sont essentiels pour l'atteinte de l'Objectif 4 (Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, pour tous). Dans le cadre du suivi des avancées de l'Objectif 6, le Programme Conjoint de Suivi (JMP : Joint Monitoring Program, [www.washdata.org](http://www.washdata.org)) a développé une méthodologie standard de mesure des niveaux de services en eau, assainissement et hygiène pour les écoles permettant d'établir le niveau de référence de tous les pays s'étant engagé dans la réalisation des Objectifs de

Développement Durable .

Ainsi, UNICEF Comores souhaite engager une institution (privée ou associative) nationale ayant les capacités et l'expertise dans la collecte, traitement et analyse de données quantitatives.

Les institutions ayant les compétences mentionnées, et étant enregistrées officiellement en Union des Comores, sont priées de bien vouloir retirer gratuitement le dossier d'appel d'offres à l'UNICEF en vue de soumettre leur meilleure proposition d'offre suivant les conditions énoncées.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter : La Section Approvisionnement - Bureau Unicef MORONI - Tél 7735573 / 7730369 / 7730993

**Le Chef des Opérations**

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

<sup>1</sup>La méthodologie standard est disponible en anglais sur : <https://washdata.org/monitoring/schools>

## COOPÉRATION ENTRE MORONI ET RIYAD

# Célébration à Moroni du 87ème anniversaire de l'Arabie saoudite

*En présence du corps diplomatique et de plusieurs autorités, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite a célébré le 87ème anniversaire de son pays. Dans son discours, Dr Hamad Mouhammad Alhajri, a dressé un bilan positif de la coopération entre Ryad et Moroni, une « excellente relation qui existe dès l'accession des Comores à l'indépendance ».*

C'était en 1932, que « le roi fondateur, sa majesté Abdoulaziz a proclamé unilatéralement l'indépendance du Royaume d'Arabie saoudite ».

L'Ambassadeur s'exprimait ainsi, dans la nuit du vendredi 22 septembre à l'occasion de la cérémonie marquant le 87ème anniversaire de la fondation du Royaume d'Arabie Saoudite.

Depuis le 23 septembre, « le Royaume continue de renforcer ses liens de coopération et de fraternité avec le monde entier, notamment les Comores où l'amitié et la fraternité se poursuivent dans le bon sens », ajoute le diplomate Saoudien avant de citer quelques réalisations de son pays à savoir, entre autres : la prise en charge des frais de déplacement des pèlerins, deux années successives, la construction de trois écoles flambant neuves dans les trois îles mais aussi les tronçons de route de Hahaya Mitsamihouli et de Dindrin à

Mirongoni à hauteur de 11 milliard de fonds Saoudien.

La lutte contre le terrorisme dans le monde était aussi un point essentiel du discours de l'ambassadeur Alhajri, journaliste de formation qui a tenu à préciser que les Comores s'inscrivent dans cet objectif. « Les relations solides

entre l'Arabie Saoudite et l'Union des Comores sont le résultat des aspirations communes des deux peuples frères. Elles constituent, la volonté affichée de nos dirigeants frères de sang et de foi de promouvoir et les rendre « effectives au plus haut niveau », insiste l'ambassadeur qui cite l'exemple du 1er

voyage du président Azali (2016) en Arabie Saoudite. « Le choix pour l'Arabie Saoudite et la rencontre entre Azali et le roi Salman a donné à cette relation éternelle une force supplémentaire et nous récoltons les résultats dans tous les domaines », conclut-il.

Ibnou. M. Abdou



L'ambassadeur d'Arabie saoudite célèbre le 87e anniversaire du Royaume

**l'abonnement**  
à La GAZETTE tellement plus simple  
Contact 322 76 45 ou 334 33 79



## Evaluation finale du 6ème Programme de Coopération COMORES –UNFPA2015 – 2018



### Introduction

Le Bureau pays UNFPA Comores entend conduire l'évaluation du 6ème programme conformément au plan d'évaluation du programme pays. Les conclusions et recommandations de cette évaluation contribueront à orienter la formulation du prochain programme pays et à améliorer les politiques et programmes de développement de l'Union des Comores.

Les premiers utilisateurs des résultats de l'évaluation seront le Gouvernement de l'Union des Comores et les partenaires nationaux, le Conseil d'Administration de l'UNFPA, les décideurs de l'UNFPA tels que le Bureau pays, le Bureau Régional pour l'Afrique Australe et Orientale et les Divisions et autres services du siège, et les partenaires au développement.

En vue de renforcer sa crédibilité, l'évaluation finale du programme sera conduite par des évaluateurs externes. L'équipe sera constituée d'un consultant international appuyé par un consultant national. L'évaluation sera gérée par le bureau de pays Comores. Le conseiller régional en suivi et évaluation fournira un appui au gestionnaire de l'évaluation aux étapes clés du processus d'évaluation.

### Principaux domaines d'intervention du 6ème programme

1. Le programme de coopération est aligné au plan stratégique de l'UNFPA 2014-2017, aux priorités nationales définies dans la SCA2D et l'UNDAF 2015-2019. Il vise à réduire la pauvreté par l'habilitation des plus vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes y compris les adolescents, à travers quatre des domaines ci-dessous du Plan Stratégique de l'UNFPA 2014-2017.

- Les droits à la santé de la reproduction;

- La santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes,
- l'égalité de genre ;
- La dynamique de population.

### Consultant (e) National (e) :

Sous le leadership et la supervision du/de la consultant(e) principal(e), il/elle :

- Contribue à l'analyse documentaire, à la conception et rédaction du rapport de démarrage ;
- Est responsable de la collecte des données (quantitatives et qualitatives) relatives à ses composantes programmatiques ;
- Conduit les entretiens, facilite les groupes de discussion, des ateliers, etc.... si nécessaire ;
- Analyse les données recueillies et assure leur triangulation pour validation ;
- Se déplacent dans les zones d'intervention pour rencontrer les partenaires et les bénéficiaires ;
- Rédigent l'ébauche des sections assignées du rapport d'évaluation
- Rédige le rapport relatif aux composantes en charge en assurant la cohérence avec les autres composantes ;
- Participe activement aux différentes séances de validation et prennent en compte les contributions formulées pour améliorer le document ;
- Veille à l'assurance qualité interne et aide à l'élaboration des versions révisées des rapports d'évaluation jusqu'au rapport final.

Le **consultant national** travaillera en équipe avec le Team leader et apportera une contribution substantielle dans tout le processus d'évaluation par sa participation à l'élaboration de la méthodologie de l'évaluation, la revue

documentaire, la collecte sur le terrain et l'analyse des données, et contribuera à tous les produits de l'évaluation

**Le consultant national** devra avoir les compétences suivantes:

- Un diplôme universitaire de niveau supérieur, au moins le master, dans une discipline pertinente par rapport à une évaluation
- Au moins 5 ans d'expérience dans la conduite des évaluations de programmes des organisations internationales ou des agences de développement dans le développement.
- Une connaissance du contexte socio-économique des Comores
- Une expertise éprouvée en santé sexuelle et reproductive, planification familiale y compris pour les adolescents et les jeunes, et genre, droits reproductifs et violence basée sur le genre.
- La familiarité avec le mandat et la programmation avec l'UNFPA
- Excellentes qualités relationnelles et capacité à travailler dans une équipe multidisciplinaire et multiculturelle
- Excellente capacité d'analyse, de rédaction et de communication
- Avoir une excellente maîtrise du français.

Le travail de l'équipe d'évaluation sera guidé par les normes établies par le Groupe d'évaluation des Nations Unies (UNEG). Les membres de l'équipe devront respecter les directives d'éthique pour les évaluateurs dans le système des Nations Unies et du Code de conduite, également établies par l'UNEG. Les évaluateurs seront invités à signer le Code de conduite avant d'entreprendre l'exercice d'évaluation.